



Émilie CHALAS  
Députée de l'Isère

Communiqué de presse :

**« Une ville pour tous... et la solidarité? »**

Depuis le début de cette crise sanitaire inédite, notre majorité n'a eu de cesse de travailler afin d'apporter des réponses, notamment en matière d'action sociale.

Réquisition de places d'hôtels pour héberger des personnes en grande difficulté, plan d'urgence pour aider les associations d'aide alimentaire et distribution de chèques services, aides exceptionnelles versées aux familles bénéficiaires des APL, du RSA, de l'ASS, aide de 200 euros pour les jeunes précaires modestes de moins de 25 ans, mise à disposition gratuitement de logements pour les soignants et les travailleurs sociaux des centres d'hébergement, les mesures prises sont nombreuses et il serait de bon ton de ne pas les oublier.

La Majorité prend ses responsabilités mais cette action n'a de sens que si elle est déclinée à l'échelon local. C'est la raison pour laquelle j'ai entrepris, en tant que représentante de la Nation, différentes actions sur la troisième circonscription de l'Isère pour venir en aide aux établissements de santé, aux associations de solidarité, aux entreprises, aux habitants, qui étaient dans le besoin.

En cette période en tout point inédite, les préfets, les maires jouent des rôles prédominants et il est de leurs responsabilités de prendre les mesures les plus adéquates pour répondre aux attentes locales.

À Grenoble, comme partout en France, découle de la crise sanitaire, une crise économique et par conséquent une crise sociale. Cette crise profonde va, hélas, s'aggraver. Je salue les premières mesures de solidarité annoncées et prises par Éric Piolle, comme la réouverture des marchés alimentaires pour préserver les circuits de consommation locale, comme les actions menées par le centre communal d'action sociale (CCAS) en lien avec les associations de solidarité. Je salue aussi la mise au point par la bibliothèque municipale et par les maisons des habitants d'un dispositif de prêt de livres.

Cependant, alors que le Maire s'évertue à vanter la solidarité mise en œuvre dans le bassin grenoblois, son action est-elle à la hauteur des enjeux de tous les jours à Grenoble ?

Grenoble possède le deuxième centre d'action communale et sociale (CCAS) de France. Dans cette situation sanitaire et sociale critique, la subvention de la ville de Grenoble à son CCAS ne devrait-elle pas être augmentée, après avoir été sabrée par cette majorité municipale pendant plusieurs années ?

Le Maire de Grenoble n'a eu de cesse de plaider pour la reconnaissance des « premiers de corvée » qu'il a ainsi nommés de façon particulièrement condescendante. La dignité de ces travailleurs mérite le respect, ce que ne permet pas ce jeu de mots politicien qui veut provoquer en réalité le Président de la République plus que soutenir ces acteurs du quotidien. Concrètement, au-delà des effets de manches, pourquoi le Maire ne prévoit pas de prime à l'ensemble des agents mobilisés ?

Dans une période où les files d'attente s'allongent devant les points de distribution alimentaire car nombre de familles ne peuvent plus joindre les deux bouts, pourquoi la Mairie n'organise-t-elle pas l'espace public afin que les mesures de distanciation soient bien respectées sur l'ensemble de la ville ?

À propos de la lecture publique, pourquoi la ville de Grenoble n'est-elle pas encore engagée dans le dispositif « *1000 Livres pour les cités éducatives* », initiative portée par Julien Denormandie, ministre en charge de la Ville et du Logement ? J'ai interpellé à ce sujet le maire de Grenoble par courrier du 21 avril, je n'ai à ce jour aucune réponse.

Et ainsi de suite...

Ne nous y trompons pas, Éric Piolle est tourné vers les élections présidentielles et se détourne de notre ville de Grenoble. Si l'État joue son rôle, Éric Piolle ne peut plus, comme à chaque fois, se cacher derrière son discours, les faits sont terribles pour ceux qui souffrent. S'il rêve d'être chef de l'État, qu'il assume d'abord son mandat de Maire, Une Ville Pour Tous.